

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(En date du 23/10/2024)

Objet du marché :

**Hébergement, exploitation, supervision, infogérance du système
d'information de VVL et prestations associées**

Acheteur :

VACANCES VOYAGE LOISIRS

39, avenue Henri Barbusse

94400 VITRY SUR SEINE

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire



VACANCES VOYAGES LOISIRS

SOMMAIRE

| | | |
|-------------|---|----|
| ARTICLE 1. | ORGANISME CONTRACTANT | 4 |
| ARTICLE 2. | OBJET DE L'ACCORD-CADRE..... | 4 |
| ARTICLE 3. | FORME DE L'ACCORD-CADRE..... | 5 |
| ARTICLE 4. | DUREE DE L'ACCORD-CADRE | 5 |
| ARTICLE 5. | DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE | 5 |
| ARTICLE 6. | PROCEDURE DE PASSATION..... | 5 |
| ARTICLE 7. | PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE | 6 |
| ARTICLE 8. | ORGANISATION DES PRESTATIONS | 6 |
| ARTICLE 9. | OBLIGATIONS DES PARTIES..... | 6 |
| ARTICLE 10. | LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 8 |
| ARTICLE 11. | SOUS-TRAITANCE | 9 |
| ARTICLE 12. | DELAIS D'EXECUTION..... | 9 |
| ARTICLE 13. | BONS DE COMMANDE ET MODALITES D'EMISSION DES COMMANDES..... | 9 |
| ARTICLE 14. | PENALITES | 11 |
| ARTICLE 15. | VERIFICATION / CONSTATATION / ADMISSION / RECEPTION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS | 12 |
| ARTICLE 16. | LIMITATION D'EXCLUSIVITE | 13 |
| ARTICLE 17. | ASSURANCE..... | 13 |
| ARTICLE 18. | RESPONSABILITE DU TITULAIRE | 13 |
| ARTICLE 19. | DESIGNATION DE L'INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE | 14 |
| ARTICLE 20. | PRIX - CONTENU | 14 |
| ARTICLE 21. | MODALITES DE REGLEMENT | 17 |
| ARTICLE 22. | PROPRIETE INTELLECTUELLE | 20 |
| ARTICLE 23. | CLAUDE DE REEXAMEN | 21 |
| ARTICLE 24. | CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE..... | 21 |
| ARTICLE 25. | RESILIATION..... | 22 |
| ARTICLE 26. | RESTITUTION - REVERSIBILITE | 22 |
| 27.1. | Principes généraux..... | 22 |
| 27.2. | Plan de Réversibilité | 23 |
| 27.3. | Restitution | 23 |
| ARTICLE 27. | CONFIDENTIALITE | 23 |



VACANCES VOYAGES LOISIRS

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 28. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES | 23 |
| ARTICLE 29. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL | 23 |
| ARTICLE 30. LITIGES | 24 |
| ARTICLE 31. DEROGATIONS AU CCAG..... | 24 |



ARTICLE 1. ORGANISME CONTRACTANT

VACANCES VOYAGES LOISIRS, Association de tourisme social, loi 1901, représenté par Monsieur Emmanuel Frantz, Directeur Général.

Représentants du pouvoir adjudicateur : Pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre, le nom des représentants dûment habilités par le pouvoir adjudicateur à transmettre les informations et à prendre les décisions nécessaires au bon déroulement de l'accord-cadre sera communiqué au titulaire lors de la notification de l'accord-cadre.

Présentation

C'est une communauté d'intérêt sur les politiques éducatives qui a fait naître Vacances Voyages Loisirs (VVL) il y a 70 ans.

Des villes se fédèrent pour mettre en commun leur patrimoine touristique en le confiant à VVL.

Aujourd'hui, 30 communes franciliennes et deux établissements public sont adhérents, avec ou sans patrimoine, pour faire partir les enfants en colonie ou en classes de découverte, les seniors et les familles.

Au quotidien, VVL accompagne les collectivités dans leurs projets éducatifs locaux. A ce jour VVL dispose d'une dizaine de centres priorisés à ses villes adhérentes mais ouvertes à d'autres.

VVL est une association originale qui préserve l'autonomie communale, apporte des réponses concertées aux besoins des usagers et mutualise afin d'optimiser les moyens engagés et maîtriser les coûts.

VVL agit également en direction des comités d'entreprise, soit pour l'organisation de séjours soit pour animer et gérer leur patrimoine.

Notre association est facilitatrice, source de mutualisation pour garantir la transformation des projets éducatifs et le droit aux vacances pour tous.

VVL est particulièrement engagé dans le droit aux vacances. Ainsi notre association noue des partenariats notamment avec le Secours Populaire afin de faire partir des enfants en vacances. Pour ce faire l'ensemble des acteurs concourant à l'organisation d'un séjour s'engage dans ce projet.

A titre d'exemple VVL ne facture pas l'encadrement de la vie collective, un prestataire d'activité assurera l'activité à titre gratuit. Ce nombre d'enfants est répartie sur l'ensemble des séjours et représente une trentaine de places. Les moyens de transports varient en fonction des destinations.

En 2022, Vacances Voyages Loisirs et nos partenaires autocaristes ont pu faire bénéficier à 22 enfants du Secours Populaire de vacances sur 4 de nos centres

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet la réalisation de prestations informatiques. Le détail des prestations à réaliser et des profils recherchés sont indiqués dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).



ARTICLE 3. FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est décomposé de la manière qui suit :

- des prestations d'hébergement (3 serveurs virtuels), exploitation, supervision des infrastructures
- la distribution de logiciels

Le marché un accord-cadre mono-attributaire conclu sans montant minimum, mais avec un montant maximum et qui s'exécute par le biais de bons de commande.

A titre indicatif, le montant total prévisionnel de l'accord-cadre, estimé sur une durée totale de quatre (4) ans (reconduction comprise) est de 100 000 € HT.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité dans l'hypothèse où des bons de commandes ne lui serait pas passés.

Conformément à l'article R. 2162-4 du CCP, le marché est conclu dans les limites financières suivantes pour la durée totale du marché (reconductions comprises) :

| Montant pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions éventuelles incluses) | |
|--|------------------------------------|
| Montant minimum en euros HT | Montant maximum en euros HT |
| Sans minimum | 140 000 |

ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une durée de deux (2) ans. L'accord-cadre est renouvelable une (1) fois par tacite reconduction pour une durée de deux (2) ans.

L'éventuelle décision de non-reconduction sera notifiée par écrit au titulaire par le pouvoir adjudicateur, au plus tard trois (3) mois avant la date de fin de la période d'exécution de l'accord-cadre en cours.

Le titulaire ne pourra pas refuser cette éventuelle reconduction.

En application des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP, le présent accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder six (6) mois.

ARTICLE 5. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Le marché n'a pas pu faire l'objet de prestations distinctes et n'est donc pas alloti.

Le présent accord-cadre ne comprend pas de tranche.

ARTICLE 6. PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique.



VACANCES VOYAGES LOISIRS

ARTICLE 7. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'accord-cadre, énumérées ci-après par ordre décroissant de priorité, sont :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuels avenants,
- L'annexe financière à l'AE (bordereau des prix unitaires), hormis l'onglet de la simulation financière destinée à l'analyse des offres et donc non contractuelle,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les documents d'exécution de l'accord-cadre (bons de commande, ordres de services, comptes rendus de comités de pilotage ou comptes-rendus rendus contractuels par les parties) émis au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- L'offre technique du titulaire pour l'accord-cadre au stade de son offre, y compris les CV des personnes affectées à la réalisation des prestations.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs de l'accord-cadre, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut.

De plus, toute réserve formulée dans l'offre du titulaire sera réputée non écrite.

Les documents conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi.

ARTICLE 8. ORGANISATION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécuteront conformément aux dispositions du CCTP. A la suite de la notification de l'accord-cadre, une réunion sera organisée entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire conformément aux dispositions du CCTP.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties sont définies dans le CCTP de l'accord-cadre applicable au marché.

En complément de ces obligations, le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent à respecter les obligations ci-après définies.

10.1 Obligations de collaboration

Les parties reconnaissent que l'exécution des prestations nécessite une collaboration active et régulière, et que cette collaboration est l'essence même des présentes.

A ce titre, les parties reconnaissent qu'une démarche commune doit être mise en place afin de permettre l'échange permanent d'informations et d'éviter ainsi la génération de dysfonctionnements préjudiciables aux intérêts communs et individuels des parties en particulier lors des phases de transition prévues au CCTP : lors de la phase de prise en charge du périmètre d'hébergement en début de marché et de réversibilité en fin de marché. Les parties ont soumis l'accord-cadre au principe de bonne foi contractuelle.

Dans le respect de ce principe, les parties s'engagent à mettre tous les moyens nécessaires et adaptés en œuvre pour collaborer au maximum de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations respectives au titre de l'accord-cadre et des documents contractuels qui s'y rattachent.

Chaque partie s'engage pendant toute la durée des prestations :

- à informer régulièrement l'autre partie de tout élément utile qu'elle jugerait nécessaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- à informer immédiatement l'autre partie de tout incident survenant dans l'exécution de l'accord-cadre et notamment tout incident affectant la sécurité des systèmes d'informations et/ou des données ;
- cette obligation de collaboration trouve notamment sa déclinaison opérationnelle à travers la comitologie prévue au CCTP et la convention de service en Annexe 1 du CCTP ;

10.2 Obligations du titulaire

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les obligations prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Il est rappelé que pour toute la durée de l'accord-cadre, un interlocuteur unique, chef de projet, est désigné par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 20 du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à :

- réaliser les missions dans ses différentes prestations conformément aux obligations légales et réglementaires en vigueur, et à son offre technique,
- assurer le bon déroulement des prestations,
- informer le pouvoir adjudicateur de tout problème survenant au cours de la réalisation de sa mission,
- assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont commandées par le marché,
- participer aux différents comités prévus dans le cadre des prestations et collaborer de bonne foi avec le pouvoir adjudicateur à la bonne gouvernance et au bon déroulement des prestations ;
- assurer le maintien des compétences des équipes affectées à la réalisation des prestations ;
- assurer une organisation de ses équipes à même de permettre la réalisation des prestations dans les conditions de délai et de qualité prévues au CCTP et dans l'offre du titulaire,
- respecter strictement la confidentialité des données transmises par le pouvoir adjudicateur ou



VACANCES VOYAGES LOISIRS

auxquelles le titulaire aurait accès à l'occasion de la réalisation de ses missions et respecter les obligations qui lui incombent en matière de protection des données à caractère personnel ;

- exercer son devoir d'alerte, de conseil et de préconisation tout au long de l'exécution des prestations en notifiant au pouvoir adjudicateur :
 - o l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires pour assurer le bon déroulement des prestations notamment en termes de disponibilité, de performance et de sécurité ;
 - o toute difficulté rencontrée au cours de l'exécution des prestations et qui seraient susceptible d'avoir un impact significatif sur l'exécution des Prestations et ses engagements contractuels ;

Il doit également satisfaire à une obligation d'assistance et de conseil dans l'organisation et le suivi des prestations du marché. A ce titre, un conseil proactif est attendu tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire est également tenu de respecter des obligations d'information et de communication applicables à son domaine d'intervention.

Le titulaire est tenu à une obligation de moyen au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent marché.

10.3 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des prestations,
- faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourrait avoir besoin,
- informer, par le biais de sa direction des affaires juridiques, le titulaire de tout évènement important pouvant avoir un effet significatif sur l'activité de l'établissement public.
-

ARTICLE 10. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations se dérouleront au siège du pouvoir adjudicateur, à distance et principalement dans les locaux du titulaire, avec accès à distance aux plateformes et systèmes d'information concernées. Comme indiqué au CCTP, en matière d'hébergement, au moins une zone de disponibilité ou équivalent en France doit être proposée.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire de l'accord-cadre peut sous-traiter l'exécution d'une partie de l'exécution des prestations, dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-3 et aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du CCP.

Le titulaire s'engage à transmettre aux sous-traitants, dans le cadre du contrat de sous-traitance, l'intégralité des informations nécessaires à la réalisation de prestations conformes aux exigences contractuelles du présent accord-cadre, étant précisé que le titulaire demeure dans tous les cas seul responsable de l'exécution des obligations résultant de l'accord-cadre.

Le titulaire doit au moment de la conclusion du présent accord-cadre et pendant toute la durée de son exécution, faire accepter chaque sous-traitant et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur ne sera en aucun cas lié juridiquement aux éventuels sous-traitants du titulaire qui demeure en tout état de cause intégralement responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des prestations réalisées par les éventuels sous-traitants ou des éventuels manquements de ceux-ci.

ARTICLE 12. DELAIS D'EXECUTION

La durée souhaitée de chacune des prestations sera fixée à chaque bon de commande. En cas d'omission, le prestataire veille à avertir le pouvoir adjudicateur dès réception du bon de commande afin qu'un délai d'exécution lui soit transmis. A défaut de demande de la part du titulaire ce dernier ne saurait en tenir responsable le pouvoir adjudicateur de l'absence d'information quant au délai et les délais qui s'appliqueront seront ceux fixés dans le CCTP ou l'offre technique du titulaire.

Selon les besoins, le pouvoir adjudicateur peut passer des commandes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder six (6) mois.

ARTICLE 13. BONS DE COMMANDE ET MODALITES D'EMISSION DES COMMANDES

Chaque prestation prévue à l'accord-cadre fera l'objet d'une commande écrite de la part du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande seront échelonnés et émis au fur et à mesure des besoins.

Sauf urgence, seuls les bons de commande signés par un représentant habilité seront honorés par le titulaire. Les bons de commande sont donc établis, par le représentant du pouvoir adjudicateur ou, le cas échéant, par un tiers habilité par celui-ci et transmis au titulaire par voie électronique.

La date de réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification. Le titulaire s'engage à respecter le délai d'exécution, ainsi que les quantités figurant sur les bons de commande.



14.1 Emission des bons de commande

Lors de l'apparition d'un besoin en lien avec les missions du présent accord-cadre, Le pouvoir adjudicateur sollicite le titulaire. Ce-dernier formule par écrit, dans les 48 heures ouvrées suivant la réception de la saisine du pouvoir adjudicateur, une proposition d'intervention, dont la dimension financière est basée sur les prix fixés par l'accord-cadre.

L'acceptation de la proposition du titulaire se formalise par l'émission d'un bon de commande par le représentant du pouvoir adjudicateur et transmis au titulaire par tout moyen permettant de constater la date de réception. La date de réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix indiqués à l'annexe financière.

Le cas échéant, le bon de commande peut mentionner les délais ou les modalités spécifiques d'exécution de prestations demandées par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande préciseront obligatoirement :

- Le numéro de l'accord-cadre et sa date de notification,
- La date d'émission et le numéro du bon de commande à rappeler sur la facture,
- La ou les unités d'œuvres commandées,
- La quantité des prestations commandées,
- Les délais d'exécution le cas échéant,
- Le prix de la prestation,
- Les montants HT, TTC et le taux de TVA appliquée,
- L'adresse de facturation.

Le(s) bon(s) de commande sont adressé(s) au titulaire, après signature par le responsable du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de constater la date de réception. La date de réception par le titulaire vaut date de notification.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la période de validité de l'accord-cadre. Cependant, leur exécution peut se poursuivre au-delà du terme de l'accord-cadre s'y rapportant sans pour autant remettre en cause le principe de mise en concurrence.

Les modalités d'exécution des bons de commande sont présentées dans les bons de commande.

14.2 Modification des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler ou de modifier entièrement ou partiellement un bon de commande, sans frais supplémentaire, sous réserve que l'annulation ou la modification ait lieu dans les cinq (5) jours suivant la transmission du bon de commande au titulaire.

Au-delà de ce délai le titulaire précise dans son offre les modalités et frais d'annulation et de modification applicables. Ces mesures ne sauraient être imposées au pouvoir adjudicateur dès lors que l'annulation ou la modification découle d'une faute du titulaire. Toute modification sera confirmée par l'émission d'un bon de commande complémentaire. Toute annulation ou modification doit s'effectuer par écrit de façon à établir date et heure certaines de l'acte.



VACANCES VOYAGES LOISIRS

ARTICLE 14. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Tout retard dans l'exécution d'un délai contractuel, notamment ceux fixés dans les bons de commande ou à défaut dans le CCTP ou l'offre technique, sera sanctionné par des pénalités dans les conditions prévues au présent article sans préjudice pour le pouvoir adjudicateur de la faculté de résilier le marché dans les conditions prévues au présent CCAP.

Les catégories de pénalités et le montant des pénalités associés sont fixés de la manière suivante :

- **Pénalités de retard (applicable uniquement aux prestations directement réalisées par le titulaire) :** Tout retard dans l'exécution d'un délai contractuel, sera sanctionné par des pénalités dans les conditions prévues au présent article sans préjudice pour le pouvoir adjudicateur de la faculté de résilier le présent accord-cadre. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités de retard pourront s'appliquer sans mise en demeure préalable et le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard inférieures à 1 000 euros.,
- **Pénalités pour absence à une réunion (applicable uniquement aux prestations directement réalisées par le titulaire) :** En cas d'absence à une réunion de travail, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 350 €.

N.B. : dans tous les cas, la présence d'une personne insuffisamment au fait de l'avancement des prestations et de la mission sera assimilé à une absence.

- **Pénalités pour manquement à une obligation contractuelle (applicable uniquement aux prestations directement réalisées par le titulaire) :** Hors les cas de pénalités spécifiques prévus aux autres articles du CCAP, dans le cas où un engagement prévu à la charge du titulaire ne serait pas respecté, le titulaire encourt sur simple constatation du pouvoir adjudicateur une pénalité forfaitaire de 250 € par jour calendaire, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le titulaire. Par ailleurs, dans le cas d'une telle constatation, le titulaire s'engage à remettre au Pouvoir Adjudicateur sous cinq (5) jours ouvrés maximum un plan d'action pour remédier au manquement constaté.
- **Pénalités applicables aux prestations réalisées par le « cloud provider » (fournisseur de service cloud) ou par l'éditeur de logiciel :** Les pénalités sont celles prévues dans les conditions générales de services du cloud provider public (fournisseur de cloud public) pour les services de cloud et celles prévues dans les conditions générales de services d'éditeur logiciel pour les services logiciel. Le titulaire restitue le montant associé à ces pénalités au pouvoir adjudicateur dès application de ladite pénalité.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG précité, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande considéré. Ce plafonnement ne concerne en revanche que les pénalités de retard. Les autres types de pénalités sont exclus de ce plafonnement.



VACANCES VOYAGES LOISIRS

ARTICLE 15. VERIFICATION / CONSTATATION / ADMISSION / RECEPTION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications destinées à constater que leurs exécutions répondent aux stipulations du marché.

La constatation de l'exécution des prestations et les décisions proposées après vérification, sont assurées par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions précisées des articles 34 et suivants du CCAG TIC précisé par les indications du CCTP. Les décisions après opérations de vérification ne sont jamais tacites, par dérogation à l'article 34.2.2 du CCAG-TIC.

La mention attestant le service fait, qui sera joint à la facture et signée par le représentant du pouvoir adjudicateur dûment habilité, vaudra décision de recevoir sans réserve les prestations.

A l'issue de chaque opération de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision :

- De réception lorsque les prestations répondent aux stipulations du présent accord-cadre et du bon de commande concerné,
- D'ajournement lorsque les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point (réserves). Cette décision invite le titulaire à présenter de nouveau les prestations mises au point,
- De réfaction lorsque les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du présent accord-cadre et du bon de commande concerné, peuvent être reçues en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observation dans les 15 (quinze) jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 15 (quinze) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, Le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.
- De rejet des prestations lorsque les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du présent accord-cadre et du bon de commande concerné et ne peuvent être reçues en l'état. Le rejet peut être partiel ou total. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observation dans les 15 (quinze) jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 15 (quinze) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

L'ajournement ou le rejet n'a pas pour effet d'accorder une prolongation du délai contractuel d'exécution.

L'ajournement ou le rejet prononcé constitue un cas de retard sanctionné par les pénalités stipulées au présent accord-cadre.

Ces mesures sont indépendantes de l'application des pénalités définies ci-avant.

En l'absence de réception d'une prestation, le délai imposé au titulaire pour la nouvelle présentation de ladite prestation est précisé par le pouvoir adjudicateur dans sa décision.

ARTICLE 16. LIMITATION D'EXCLUSIVITE

En cas de mauvaise exécution répétée des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de sortir de l'exclusivité dont dispose le titulaire et de passer commande pour les prestations à un autre fournisseur ou de reprendre en interne la réalisation des prestations.

La mise en œuvre de ces dispositions n'est pas libératoire et n'exclut donc pas l'application éventuelle des pénalités prévues à l'accord-cadre et ne constituerait pas une mesure de résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE 17. ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, en ce compris les incidents de nature cyber.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, de tous dommages causés de son fait aux personnes et aux biens, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Il s'engage à garantir et relever indemne le pouvoir adjudicateur de toute action contentieuse ou non engagée par tout intéressé qui subirait un préjudice du fait de son intervention.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure ou encore si elle résulte du seul fait du pouvoir adjudicateur. Un cas de force majeure s'entendant au sens du présent contrat de tout événement ou situation qui ne pouvait être raisonnablement prévu et qui rend impossible ou anormalement déséquilibrée l'exécution du contrat pour l'une des parties ou les deux.

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du présent accord-cadre, le titulaire rend compte sous quarante-huit (48) heures, au pouvoir adjudicateur, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne exécution de l'accord-cadre. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Le titulaire est notamment seul responsable :

- De l'observation de la législation du travail, notamment concernant la durée du travail, les repos hebdomadaires et complémentaires et les congés annuels ou autres ;
- Des accidents de trajet ou du travail qui pourraient survenir à son personnel du fait ou à l'occasion du présent accord-cadre ainsi que du règlement de toutes les cotisations sociales afférentes à son personnel.



ARTICLE 19. DESIGNATION DE L'INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE

Au plus tard à la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce responsable est l'unique interlocuteur du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Ce ou ces représentants disposent des pouvoirs suffisants pour prendre et notifier les décisions nécessaires engageant le titulaire, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, en cas d'indisponibilité définitive du responsable, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur par écrit dans un délai de quinze (15) jours calendaires francs avant le départ du responsable initial, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récusé pas dans un délai d'un mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur suivants les mêmes conditions que précédemment.

A défaut, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues au présent CCAP, pour non-respect d'un engagement contractuel, ou être résilié sans demande d'indemnisation de la part du titulaire.

ARTICLE 20. PRIX – CONTENU

Le présent accord-cadre est conclu en euros (€).

Le montant du présent marché s'entend hors taxe sur la valeur ajoutée au taux normal. La taxe à appliquer sera celle fixée par la législation fiscale en vigueur.

Les prestations sont des prix mixtes tels que détaillés dans le bordereau de prix figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement et sont exprimés en euros hors taxes.

Concernant les prestations de fournitures des licences logiciels, la prestation décrite dans le CCTP est déterminée par application d'un taux d'intermédiation et d'un taux de remise en euros HT (tarif valable pour l'ensemble de la clientèle). Les taux d'intermédiation sont ceux figurant à l'annexe « Bordereau de prix » de l'Acte d'engagement.

Les prix du titulaire sont réputés comprendre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des prestations, notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et ainsi que tous les autres frais ou dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ou engagées par le titulaire.

21.1 Modalités de révision des prix

Révision des prix unitaires et forfaitaires

Les prestations sont des prix mixtes (unitaires et forfaitaires).

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-TIC, les prix de ces prestations sont révisibles.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année.

A l'issue de la première année d'exécution, les prix sont révisibles à la date d'anniversaire de la notification du marché selon l'indice suivant : **Indice de Classification des produits française – CPF 62.02.20 Services de conseils en systèmes et logiciels informatiques**. Les indices sont lus sur le site internet du Moniteur ou de l'INSEE.

| |
|--|
| $P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (C/Co)]$ |
|--|

Où :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix initial de base figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement, établi aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt d'offres,

Co = Dernier indice publié à la date de notification de l'accord-cadre

C = Valeur de l'indice à la date de révision.

Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, le prix retenu pour la facturation et le règlement d'une prestation est le prix applicable à la date de l'émission du bon de commande par le pouvoir adjudicateur.

En cas de révision des prix, le titulaire établit sa demande de paiement relative aux prestations commandées après la date anniversaire de l'accord-cadre en y joignant le calcul des coefficients de révision. En cas de non-conformité, il sera fait application de la formule de calcul ci-dessus.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le titulaire informe alors le pouvoir adjudicateur des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues.

En cas, d'une révision tardive des prix, la révision des prix ne sera en aucun cas rétroactive : les prix sont révisés en application de la formule de calcul ci-dessus à compter de la date de réception par Le pouvoir adjudicateur de la demande de paiement des prestations concernées.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG/TIC, les prix publics sont révisibles à tout moment

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, au plus tard trente (30) jours calendaires avant la date d'effet, par tout moyen permettant de donner date certaine, les nouveaux prix publics révisés, ainsi que les anciens prix et les éléments permettant de justifier la révision ainsi que le cas échéant, les nouveaux catalogues associés.

En cas de révision à la baisse, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire au plus tard à leur date d'entrée en vigueur, par tout moyen permettant de donner date certaine, les nouveaux prix publics révisés, ainsi que les anciens prix et les éléments permettant de justifier la révision.



Le titulaire sera invité à vérifier les prix révisés.

En aucun cas les nouveaux tarifs ne devront être appliqués sans accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive. En cas de non-transmission dans les délais et formes mentionnées les tarifs restent applicables pour l'année suivante.

L'application des nouveaux tarifs ne pourrait se faire que dans un délai de trente (30) jours après leur réception. La prise en compte de ces nouveaux prix et le cas échéant, catalogue, est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. La révision des prix s'applique à l'ensemble des prestations commandées postérieurement à sa date d'entrée en vigueur.

21.2 Clause de sauvegarde

Si la révision des prix, effectuée comme décrite ci-dessus, aboutit à une augmentation moyenne des prix unitaires supérieure ou égale à 3%, le pouvoir adjudicateur et le titulaire engagent des négociations afin de rendre cette augmentation acceptable par les deux parties, soit avec le choix d'un nouvel indice sur lequel baser la révision des prix, soit par la limitation des effets de la révision. En cas d'échec dans la conclusion d'un accord amiable, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

21.3 Offre de prix promotionnels

Les prix figurant à l'accord-cadre peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire.

Le titulaire doit adresser le tarif promotionnel des prestations concernées au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de déterminer une date certaine. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des prestations concernées.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seules prestations figurant à l'accord-cadre. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre indiqués dans l'annexe à l'Acte d'engagement, révisés, le cas échéant, dans les conditions figurant à l'article « Variation des prix » ci-avant, sont ceux à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique à compter du premier du mois suivant la notification de l'offre au pouvoir adjudicateur et pendant toute la durée de la promotion à l'ensemble des prestations consommées pendant la durée de la promotion. Chaque nouvelle offre de prix promotionnels est mise à disposition des bénéficiaires par le titulaire. Les modalités et formats de mise à disposition de ces offres de prix promotionnels sont précisés par le titulaire en annexe à l'Acte d'engagement.

En cas d'offre de prix promotionnels à l'initiative d'un fournisseur de Cloud ou d'un éditeur, le titulaire s'engage à en faire bénéficier au pouvoir adjudicateur dans son intégralité dès son entrée en vigueur.

21.4 Précision

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, le prix retenu pour la facturation et le règlement d'une prestation est le prix applicable à la date de l'émission du bon de commande par le pouvoir adjudicateur.



21.5 Règles d'arrondi

Coefficient de révision

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- Quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- Quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

Prix révisé

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- Troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- Troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

ARTICLE 21. MODALITES DE REGLEMENT

22.1 Avance

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC des bons de commande émis d'un montant supérieur à 50 000 € HT

L'avance est accordée au titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Si un sous-traitant est déclaré en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire qui a perçu l'avance rembourse l'avance au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne demande pas à bénéficier de l'avance. Le remboursement s'impute sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du CCP.

Les modalités de versement de l'avance aux sous-traitants sont les suivantes :

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du membre de l'acheteur au titulaire.

Le titulaire doit faire part de son accord (« Bon pour accord ») ou refus dans les quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé de la demande de paiement du sous-



traitant, au sous-traitant et à l'acheteur.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse également à l'acheteur sa demande de paiement, les factures correspondantes, l'accusé réception ou du récépissé prouvant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé.

L'acheteur adresse au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours à compter de la réception de l'accord par l'acheteur, total ou partiel, du titulaire sur la demande de paiement, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours en cas de silence du titulaire, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné aux dispositions ci-dessus.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le remboursement de cette avance est effectué dans les conditions définies aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du CCP.

22.2 Acompte

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le pouvoir adjudicateur verse les acomptes par virement sur le compte référencé par le relevé d'identité bancaire qui a été annexé à l'accord-cadre. En tout état de cause, le montant des acomptes ne pourra dépasser 80% du montant des prestations.

Pour obtenir le versement d'un acompte prévu par le présent accord-cadre, le titulaire doit justifier auprès du service prescripteur de l'avancée dans l'exécution des prestations.

Le service comptable du pouvoir adjudicateur s'assurera de la conformité des pièces transmises justifiant du versement de l'acompte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au minimum à un (1) mois, au maximum trois (3) mois.

Solde

Le solde de la prestation commandée est réglé à la remise de l'ensemble des livrables correspondants, validés par le pouvoir adjudicateur.

Le solde du prix du marché sera effectué dans les conditions suivantes : le titulaire adresse à

Le pouvoir adjudicateur une facture de solde faisant apparaître :

- le montant du solde ;
- le montant des différents acomptes précédents,
- le montant de la TVA,
- le montant des pénalités le cas échéant,
- le cas échéant, l'effet de l'indexation des prix,
- le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire.



22.3 Paiement - factures

L'exécution de chaque bon de commande donne lieu à l'établissement de factures par le titulaire. Les prestations commandées pourront être facturées une fois réalisées et admises par le pouvoir adjudicateur.

Les factures sont émises sur la plateforme de facturation dématérialisée CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Les factures peuvent être adressées à l'adresse suivante :

VACANCES VOYAGES LOISIRS
39 avenue Henri Barbusse
94400 VITRY SUR SEINE

Les factures devront préciser les indications suivantes :

- les références de la facture : date d'émission et numéro,
- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande concerné,
- les nom et adresse du titulaire,
- la référence bancaire du compte à créditer,
- le numéro du marché et sa date de notification,
- la désignation des prestations exécutées et la période correspondante,
- la décomposition du prix des prestations facturées, laissant notamment apparaître le montant hors taxes et toutes taxes comprises avec indication du taux de TVA appliqué,
- le montant total de la facture.

La facture du solde précisera en outre les montants de l'avance et des acomptes déjà réglés.

22.4 Délai global de paiement

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre, par virement bancaire.

Le délai de règlement est fixé à trente (30) jours maximum, conformément à l'article R.2192-10 du CCP, à compter de la date de réception de la demande de paiement (facture) du titulaire par le pouvoir adjudicateur. Conformément à l'article L.2192-12 du CCP, tout retard de paiement entraînera le règlement au titulaire de pénalités pour retard de paiement calculées selon les taux et conditions prévus par le code susvisé.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.



Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Le titulaire renonce à toute suspension des prestations en cas de retard de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, les paiements effectués se feront obligatoirement dans une banque d'un pays de l'OCDE.

22.5 Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte indiqué dans l'acte d'engagement.

Le règlement des prestations est effectué exclusivement par virement bancaire à compter de la date de réception de la facture conforme (selon les modalités définies précédemment).

ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE

En fin d'accord-cadre, le titulaire s'engage à fournir un tableau récapitulatif de l'ensemble des droits concédés/cédés au titre du présent accord-cadre, leur périmètre, ainsi que pour toutes les prestations pour lesquelles le droit de tiers doit être respecté.

23.1 Droits de propriété intellectuelle appartenant à un tiers

Lorsque l'exécution de l'accord-cadre comporte l'utilisation d'un droit de propriété intellectuelle appartenant à un tiers, le titulaire de l'accord-cadre garantit par la présente clause avoir obtenu du propriétaire (ou des propriétaires) desdits droits ou de ses (leurs) représentants légaux l'autorisation d'utiliser ces éléments aux fins du présent accord-cadre et d'en transférer les droits à Le pouvoir adjudicateur afin que ce dernier puisse les exploiter conformément aux dispositions ci-dessus. Dans ce cas, le titulaire doit également indiquer à Le pouvoir adjudicateur toute éventuelle obligation ou limitation résultant d'un droit d'auteur ou un autre droit de propriété intellectuelle ou industrielle appartenant à un tiers. Tout paiement dont le titulaire est éventuellement redevable pour prix de cette autorisation est à sa charge et ne peut donc être imputé à Le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire garantit Le pouvoir adjudicateur la jouissance paisible des droits cédés. En particulier, lorsque l'exécution de l'accord-cadre comporte l'utilisation d'un droit de propriété intellectuelle ou industrielle appartenant à un tiers et qu'une action basée sur une atteinte à ce droit est dirigée contre Le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à intervenir dans la procédure en qualité d'intervenant volontaire ou en appel en garantie. Le titulaire supporte les frais de procédure de toute nature et les dommages résultant le cas échéant de cette action pour Le pouvoir adjudicateur.

La reproduction ou l'utilisation par l'une des parties, à d'autres fins que l'exécution de l'accord-cadre, d'œuvres, et notamment de créations logicielles, préexistantes appartenant à l'autre partie est interdite sans l'autorisation écrite et préalable de cette dernière.

Chaque partie s'engage à ne pas porter atteinte au droit de propriété de l'autre partie de quelque façon que ce soit et à faire prendre le même engagement par son personnel et ses sous-traitants ou fournisseurs éventuels affectés à l'exécution de l'accord-cadre.

23.2 Cession des droits de propriété intellectuelle à titre exclusif applicable aux livrables

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-TIC, pour les livrables produits dans le cadre de l'exécution de du présent accord-cadre, le titulaire cède à titre exclusif à Le pouvoir adjudicateur le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, avec le droit de reproduire, de adapter, de modifier et d'y apporter des corrections soit directement, soit indirectement, quel qu'en soit le support connu au moment de la signature du présent accord-cadre. Cette autorisation est consentie pour une période correspondant à la durée de protection prévue dans ce cas par le code de la propriété intellectuelle. Elle est valable pour l'ensemble du territoire français, départements et territoires d'outre-mer compris. En ce qui concerne les éléments mis en ligne sur Internet cette autorisation est valable pour le monde entier. La rémunération du titulaire telle que prévue dans le cadre du présent accord-cadre couvre notamment la présente cession et le titulaire ne saurait prétendre à aucune rémunération supplémentaire au titre de l'exploitation des droits cédés. Le titulaire reste propriétaire des droits attachés aux méthodes qu'il serait amené à mettre en œuvre dans le cadre du présent accord-cadre.

ARTICLE 23. CLAUSE DE REEXAMEN

Dans le cas où une variation des conditions d'exécution des prestations, résultant de circonstances imprévues, émergerait, Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander une offre technico-financière complémentaire aux titulaires concernés.

Dans le cas où un accord sur les conditions de réalisation associées serait trouvé, les modalités de leur réalisation seront contractualisées par avenant au présent accord-cadre.

A titre d'exemple, un tel besoin pourrait recouvrir une évolution réglementaire impactant une des prestations objet du présent marché.

Par ailleurs, le titulaire reconnaît avoir mis en place une organisation et des moyens lui permettant, en cas de survenance d'une épidémie, pandémie ou d'une crise sanitaire, de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre en en neutralisant les impacts.

La présente clause, telle que délimitée dans le périmètre précisé dans les deux alinéas ci-dessous, constitue une clause de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du CCP.

Les parties conviennent que les stipulations du présent article ne sont mises en œuvre que dans la mesure où elles sont nécessaires pour faire face aux conséquences, dans l'exécution du présent accord-cadre, de la circonstance imprévue et des mesures prises pour limiter cette épidémie. Dans l'hypothèse d'une éventuelle recrudescence de l'épidémie de Covid 19 ou de nouvelle épidémie ou pandémie liée ou non au Covid 19 (ci-après « crise sanitaire »), les parties conviennent de se rencontrer afin d'évaluer les conséquences, notamment en termes de coûts et de délais d'exécution de ladite crise.

ARTICLE 24. CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer Le pouvoir adjudicateur sans délai, de toute modification de ses conditions d'exercice (cession de branche commerciale, fusion, absorption, changement d'actionnaire etc.) de



nature à affecter l'exécution du présent accord-cadre.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à Le pouvoir adjudicateur.

Afin d'assurer la bonne exécution administrative de l'accord-cadre, la notification de ces modifications doit être accompagnée des pièces justificatives correspondantes (extrait Kbis, publication dans un journal d'annonces légales, RIB, etc.).

ARTICLE 25. RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le présent accord-cadre avant son achèvement dans les conditions des articles 44 à 50 du CCAG-TIC.

L'accord-cadre pourra également être résilié, de plein droit, par l'une ou l'autre des parties du fait de la survenance de l'un des événements suivants :

- a) Sans mise en demeure préalable, en cas de force majeure, non remédiée dans un délai d'un (1) mois à compter de la survenance de l'événement, lequel devra avoir été notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- b) Sans mise en demeure préalable, sous réserve des dispositions impératives applicables, en cas de redressement ou de liquidation judiciaire, lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire est prononcé, la résiliation étant effective à compter de la date d'effet du jugement. L'ouverture d'une procédure de règlement ou de liquidation judiciaire entraîne l'obligation d'en avertir sans délai l'autre partie, et de la tenir informée des suites données ;
- c) Sans mise en demeure préalable dans le cas suivant :
 - Insuffisance grave ou insuffisances répétées dans la quantité ou la qualité des prestations de contrôle et des livrables attendus ;

La résiliation prendra effet quinze (15) jours après sa notification.

- d) En cas de manquement par l'une des parties dans l'exécution de tout autre obligation contractuelle, quinze (15) jours après mise en demeure d'exécutée adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.
- e) En cas de manquement ne pouvant faire l'objet de régularisation ou de manquements répétés par l'une des parties dans l'exécution de ses obligations, la résiliation intervenant alors sans mise en demeure quinze (15) jours après envoi de la notification de résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 26. RESTITUTION - REVERSIBILITE

27.1.Principes généraux

Quels que soient les conditions et motifs de l'expiration de l'Accord-Cadre, le Titulaire s'engage à assurer la réversibilité complète dans les conditions prévues au CCTP. et à tout mettre en œuvre sur les plans juridique, humain et matériel afin de permettre au pouvoir adjudicateur et/ou à tout tiers mandaté par Le pouvoir adjudicateur (ci-après le « Repreneur ») de reprendre dans les meilleures conditions l'exécution des prestations concernés.



27.2. Plan de Réversibilité

Le Titulaire élabore un plan de réversibilité qu'il met à disposition du pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, sur demande de ce dernier.

Le Titulaire s'engage à mettre à jour le plan de réversibilité régulièrement au cours de l'exécution de l'accord cadre.

27.3. Restitution

Au titre de cette prestation de Réversibilité, le Titulaire restituera au pouvoir adjudicateur et/ou tout Repreneur les documents, Données, paramétrages et autres fonctionnalités archivés et/ou exploités dans le cadre des Prestations dans les conditions prévues au CCTP et dans un format compatible avec les besoins du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 27. CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a reçu du pouvoir adjudicateur communication de renseignements ou documents ou objets quelconques n'ayant pas un caractère public, est dans l'obligation de maintenir la confidentialité attachée à cette communication et au secret professionnel. Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution de l'accord-cadre ou pourrait parvenir à sa connaissance à cette occasion.

Il doit sans délai avertir le pouvoir adjudicateur de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

ARTICLE 28. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

ARTICLE 29. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le terme « données personnelles » désigne l'ensemble des informations qui permettent d'identifier directement ou indirectement une personne physique conformément à la réglementation en matière de protection des données.

Dans le cadre du présent accord-cadre, une partie peut avoir accès à des données personnelles de personnes physiques agissant en qualité de points de contact, communiquées par l'autre partie, notamment de salariés, représentants ou mandataires de cette dernière (les « Personnes Concernées »), qu'elle pourra traiter en qualité de responsable de traitement, aux fins de la poursuite de son intérêt légitime ou pour la bonne exécution de l'accord-cadre (le « Traitement »). Il appartient à chaque partie d'informer les Personnes Concernées, dont elle a communiqué les données personnelles, du Traitement réalisé par l'autre Partie ainsi que des dispositions du présent article.

Chaque partie s'engage à respecter la réglementation nationale et européenne en vigueur et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 incluant les obligations relatives à la sécurisation des données par le Responsable de Traitement (Article 5 du



RGPD) ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles. Les données personnelles sont conservées par chaque partie pendant la durée du contrat augmentée des délais de prescription légale applicables. Les données personnelles sont destinées aux services internes de chaque partie, et le cas échéant, à leurs prestataires.

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont indiquées dans l'acte d'engagement.

Le délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur peut être contacté par courriel ou par courrier à l'adresse suivante : VVL, délégué à la protection des données, 39 avenue Henri Barbusse 94400 VITRY SUR SEINE

Le titulaire peut être amené à traiter, pour le compte du pouvoir adjudicateur et sur instruction, les données personnelles nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre pour les finalités et aux conditions décrites dans l'annexe 1 « protection des données à caractère personnel » au présent CCAP.

A ce titre, le titulaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'annexe n°1 « protection des données à caractère personnel » au présent CCAP.

ARTICLE 30. LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre. Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas d'échec de la conciliation préalable, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Cergy.

ARTICLE 31. DEROGATIONS AU CCAG

Le présent accord-cadre déroge aux articles suivants du CCAG-TIC :



VACANCES VOYAGES LOISIRS

| Article du CCAP | Libellé de l'article | Nature de la dérogation | Article du CCAG-TIC |
|-----------------|--|--|---------------------|
| 7 | Pièces contractuelles de l'accord-cadre | Ordre des pièces | 4.1 |
| 20 | Intervenants et interlocuteur privilégié | Habilitation d'autres représentants en cours d'exécution de l'accord-cadre | 3.4.3 |
| 23 | Propriété intellectuelle | Cession des droits de propriété intellectuelle à titre exclusif | 35 |
| 21 | Indexation des prix plafonds de l'accord-cadre | Prix applicable pour la facturation et le règlement d'une prestation | 10.2.2 |
| 16 | Vérification/admission/réception des prestations | Admission tacite des prestations | 34.2.2 |
| 15 | Pénalités | Conditions générales | 14.1 |
| | | Absence d'exonération | 14.3 |